ACTION URGENTE

DES MILLIERS DE PERSONNES EXPULSÉES DE FORCE À PORT HARCOURT

Selon les estimations, entre 10 000 et 20 000 personnes ont été expulsées de force de leurs logements d'Abonnema Wharf, situés sur les quais de la ville nigériane de Port Harcourt.

Le gouvernement de l'État de Rivers a démoli Abonnema Wharf entre le 27 juin et le 2 juillet. De nombreuses personnes ont dû dormir dans la rue, dans des voitures ou dans des églises voisines. Une grande partie des habitants ignoraient que leurs logements allaient être détruits. Les personnes concernées ne se sont pas vu proposer de nouveau logement ni d'hébergement d'urgence. Les démolitions se sont déroulées en pleine saison des pluies, alors que les conditions climatiques étaient mauvaises et qu'il était difficile de se déplacer pour chercher un toit.

Amnesty International et des organisations de la société civile nigériane ont rencontré le commissaire à l'urbanisme en juillet 2012. Elles ont condamné les démolitions et appelé à annuler toutes celles prévues.

Des milliers de personnes, qui se sont retrouvées sans abri, ont besoin d'une aide d'urgence. Amnesty International continuera de faire campagne en leur faveur par d'autres moyens.

Aucune action complémentaire n'est requise de la part du réseau Actions urgentes. Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels.

Ceci est la seconde mise à jour de l'AU 184/12. Pour en savoir plus : http://www.amnesty.org/fr/library/info/AFR44/035/2012/fr.

Nom : Habitants des quais de Port Harcourt
Genre : hommes et femmes

Informations complémentaires sur l'AU 184/12, AFR 44/040/2012, 17 août 2012

AMNESTY INTERNATIONAL